

20 avril 2014

Tâches et perspectives de Québec solidaire

D'abord et avant tout une politique et une stratégie de la rue

À sa quatrième participation électorale Québec solidaire est encore loin d'avoir conquis le dixième de l'électorat qui a voté, à peine le vingtième du total. Il n'a des députés que grâce à un vote qui reste concentré dans les quartiers gentrifiés et en voie de l'être du centre sud-est francophone montréalais¹. Par comparaison, à sa troisième tentative, le PQ avait gagné la majorité parlementaire avec plus du tiers de l'électorat total. Cette modeste performance, sauvée de la morosité par 91 voix ayant permis l'élection de la troisième députée, ne peut s'expliquer ni par le vote stratégique, en forte diminution suite à l'effondrement du PQ, réduit à son noyau dur, et à l'évanescence d'Option nationale et même du Parti vert, ni par un boycott des méchants grands médias, équitables lors des trois grands moments télévisuels de la campagne.

Le juste milieu ou le cul par terre entre deux chaises ?

La réponse se trouve dans la politique du parti et dans ses pratiques organisationnelles, plus particulièrement dans leurs rapports réciproques. Côté rue, Québec solidaire a toujours fini par appuyer les luttes sociales malgré des vacillements sur la nature soi-disant verte de l'hydro-électricité, le caractère nocif de l'amiante, l'exploitation possible du pétrole conventionnel, la suppression des écoles privées, de même qu'un long silence à propos du pipeline Enbridge et de la sortie du pétrole en 2030... et d'une omerta qui dure à propos des fermetures d'usine. Le parti a pris l'habitude de participer aux grandes manifestations sans toujours y appeler... surtout pas en période électorale. Toutefois, jamais sur ce terrain il ne prend d'initiatives ni revendicatives ni organisationnelles. Il s'en remet aux centrales syndicales totalement concertationnistes sans jamais les critiquer.

La pratique électorale du parti est des plus traditionnelle. La dite politique de communication remplace une plate-forme électorale jamais publicisée parce que jugée trop radicale. L'envers de la médaille des critiques faciles, étant donné la dérive ultra-droitière et réactionnaire du PQ, se révèlent des slogans creux et des discours vides. Pour leur donner une consistance, ils sont enrobés d'un cadre financier à la remorque de la croissance capitaliste et de la bonne volonté du capital financier, le tout saupoudré de réformettes fiscales au goût du FMI inquiet de l'instabilité due à l'austérité permanente et aux trop grandes et croissantes inégalités sociales.

Émerge de cette normalisation et de cette adaptation non pas une alternative antilibérale qui redistribue radicalement les revenus et qui oblige le capital à financer une révolution verte, et encore moins une alternative anticapitaliste qui exproprie et socialise banques et transnationales stratégiques des ressources naturelles, de la santé et des transports et communications, mais une alternance sociale-libérale qui adoucit les aspérités de l'austérité. Par sa politique consensuelle du juste milieu, Québec solidaire rate le rendez-vous des Printemps des Indignées tout en renonçant à la compétitivité jusqu'au-boutiste des gagnants du néolibéralisme à la mode allemande ou étasunienne.

Entre la droite qui va à droite et la gauche à gauche, il faut choisir

Or les peuples ont à la longue intériorisé que la polarisation sociale de l'ère néolibérale ne permet plus la troisième voie du *capitalisme à visage humain* de l'ère des trente glorieuses. Si on ne veut pas aller carrément à gauche, il faut alors y aller tout de go à droite. C'est cette polarisation politique, au diapason de celle sociale, qui se dessine au sein de l'Union européenne avec avantage, jusqu'ici, à la droite. Aux ÉU, on a vu le fondamentalisme ultra-libéral du Tea Party se

combiner à celui religieux pour pousser le Parti républicain aux extrêmes ce à quoi s'adapte le Parti démocrate sous le masque d'un discours obamiste en porte-à-faux. Au Canada, on ne cesse de constater les effets délétères de la prise de contrôle du moribond Parti progressiste-conservateur par l'ex Reform Party pour le transformer en Parti conservateur à son image.

Cette tendance à l'extrémisme de droite n'a pas épargné la scène politique québécoise. Après une tentative identitaire de l'ex ADQ qui s'est échouée dans la commission Bouchard-Taylor, les néolibéraux d'ici en ont tiré les leçons. D'abord encore et encore parler d'économie pour justifier la rationalité de la course vers le fond du baril. Les trois partis néolibéraux y excellent sans se démarquer substantiellement les uns des autres à ce chapitre. Il a fallu le PQ, en mal de ré-élection majoritaire mais surtout de cul-de-sac stratégique, pour à la fois cristalliser leur ultra-libéralisme dans le poing PKP habillé du gant de velours indépendantiste et ressaisir le torchon adéquate trempé dans un parfum laïciste et féministe.

La sagesse d'un peuple opérant dans la contrainte des possibles

Le futé peuple québécois a réagi en jetant aux poubelles, de l'histoire espérons-le, ce nouveau champion ordurier de la droite extrême. Faute d'alternative de gauche et conscient du cul-de-sac de l'entre-deux consensuel Solidaire, il n'a pu que se replier sur le moins pire des trois partis néolibéraux, celui qui au moins rejetait d'emblée l'identitarisme. Ce faisant, et bien au fait de la profonde corruption de ce parti PPP (parti des pommes pourries) de la bourgeoisie, le peuple québécois a choisi, consciemment ou par défaut, la rue pour résister à ses assauts néolibéraux et anti-nationaux qui ne manqueront pas.

Prochain rendez-vous : le budget. Au-delà des habituelles jérémiades et, il le faudrait, de propositions alternatives audacieuses, Québec solidaire voudra-t-il animer un front social, dont les prémisses sont l'actuelle Coalition mains rouges, capable au moins d'une grande manifestation de protestation. Celle-ci inaugurerait un *printemps érable plus* qui irait en escalade dans la durée. La prochaine grande étape en serait fort probablement un affrontement à préparer de tout le secteur public — FIQ (Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec) comprise qui se fait tirer l'oreille en refusant de faire partie du front commun de tous les syndicats du secteur public et parapublic — contre l'État dont les offres s'annoncent nauséabondes d'un bout à l'autre.

À partir de là, tout est possible sans attendre l'échéance électorale lointaine d'octobre 2018 à laquelle se sont d'avance résignés tous les électoralistes. Pour ceux-ci, il y a adéquation entre peuple et gouvernement tout comme pour la gauche dite réaliste entre la direction Solidaire et sa base. La radicalisation viendrait des événements auxquels s'adapteraient spontanément et simultanément base et sommet. Les Printemps arabe et érable ont pourtant démontré que les surgissements s'enlisent ou retombent faute de crédibles directions anticapitalistes construites avec acharnement dans les temps plus calmes. Admettons le paradoxe mais il n'y a pas de raccourci. L'étroite porte d'entrée en est la contradiction entre théories révolutionnaires léguées par l'histoire des luttes sociales et intérêts immédiats imposés par la conjoncture de survie individuelle sur fond de compétitivité capitaliste.

La piétaille dans la rue, la direction au parle-ment²

L'appel pour le tournant vers le parti de la rue provient de toute la gauche antilibérale et anticapitaliste alliée à la direction sociale-libérale de Québec solidaire. Sur fond d'un bilan électoral victorieux, Québec solidaire devrait « mobiliser ses membres dans ces batailles d'ensemble et contribuer ainsi au renforcement du camp populaire »³, « faire corps avec le mouvement de la rue »⁴ malgré l'obstruction des directions syndicales, « développer un véritable parti mouvement, un parti en campagne continue, tant sur une base autonome qu'en appui aux luttes sociales [... afin de] préparer pour 2018 une campagne sans précédent dans l'histoire du parti. »⁵

Tout le fardeau en revient aux membres, tous les obstacles à des forces extérieures, pour le seul but d'une percée électorale lors des prochaines élections. Il ne viendrait pas à l'esprit de ces chantres du parti parfait de questionner ses insuffisances pour pouvoir se muer en parti de la rue. Il leur viendrait encore moins à l'idée de suggérer que la voie électorale n'est peut-être pas la voie royale pour vaincre le fédéralisme néolibéral ; qu'il faudrait plutôt regarder par le trou de la serrure du Printemps érable afin d'apercevoir cette *révolution tranquille prolétarienne* de 1966 à 1976 dans laquelle est né le mouvement de libération nationale et d'émancipation sociale. Cette période tumultueuse de durs affrontements cumulant en 1972 contenait les prémisses d'une révolution anticapitaliste n'eut été sa récupération électorale par le PQ.

La stratégie élection/constituante/référendum du parti sort-elle de l'étroit cadre institutionnel ? Nullement, la rue ne sert que d'appoint. Son discours public va-t-il au delà d'une atténuation de l'austérité avec la permission du capital financier ? Pas du tout malgré une plate-forme antilibérale reléguée aux oubliettes. Le parti est-il structuré de sorte à être en interface avec le mouvement social ? En aucun cas, il est strictement construit sur une base électorale. On aboutit finalement qu'à une belle invitation à la direction du parti à se transformer en père fouettard de membres culpabilisés de ne pas être en perpétuelle campagne politique la langue à terre distribuant la littérature sociale-libérale concoctée ou censurée par la direction parlementarisée.

Au-delà du confortable radicalisme idéologique, le dur terrain politique

Certes, on trouve des critiques plus perplexes qui réalisent que Québec solidaire « *ne réussira pas à convaincre une majorité avec l'image d'un cœur évoquant la "gauche calinours"* ». ⁶ Sauf que l'auteur ne sait pas si « *Québec solidaire a besoin d'un réel renouvellement dans son discours, son image, et même sa stratégie* » quoique il finisse par avouer que « *[l]a question n'est pas de privilégier l'aile parlementaire ou extra-parlementaire, mais de structurer autrement les idées directrices du parti* ». La montagne semble accoucher d'une souris.

Que signifie aujourd'hui au Québec « *rompre avec ce mythe du progrès continu, sans pour autant renoncer aux espoirs des générations passées [...] ...un profond renouvellement, tant du projet de société que de la lutte de libération nationale...* » et cette « *charge révolutionnaire* », rien de moins ? L'auteur, enivré par son éclectique vortex historiciste-philosophique, répond à sa question par la question : « *Comment renouveler le discours révolutionnaire alors que les idées de centre-gauche sont elles-mêmes de moins en moins populaires ?* » Tournant en rond, il n'atterrit pas sur le terrain concret de la politique. Mais il y aura un deuxième essai nous annonce-t-il.

Une politique et une organisation de la rue

Un parti de la rue propose aux combattantes battant les pavés un horizon stratégique pour renverser le fédéralisme néolibéral, soit une indépendance non seulement pour sauver la langue mais surtout pour exproprier et socialiser les banques levant les obstacles politiques et financiers afin d'atteindre le plein emploi écologique et pour susciter l'appui ou la sympathie des peuples voisins. Anticipant la démocratisation radicale de la société, un parti de la rue démocratise ses structures et ses pratiques en donnant le pouvoir réel à ses membres de sorte que programme et plate-forme fondent le discours médiatique devenant ainsi nettement antilibéral avec connotation anticapitaliste (banque d'État, nationalisation-démocratisation).

Recentrer le parti sur son Conseil national réuni fréquemment et entrecoupé de bilan/préparation/élections locales et régionales serait un début. Donner à la Commission politique, toujours redevable au Conseil national mais davantage démocratisé par l'élection de délégués régionaux à ses comités thématiques, des responsabilités non seulement programmatiques mais aussi celles des interventions médiatiques serait une entrave non négligeable au verticalisme réducteur. *Last*

but not least, restructurer la base du parti en associations régionales (et peut-être sous-régionales dans le cas de Montréal) sectorielles en interface avec le mouvement social serait indispensable quitte à ressusciter temporairement les structures électorales le temps venu.

Cette mue pour empêcher le parti de se transformer en électoraliste NPD nationaliste québécois ne se fera pas sans une intervention organisée et publique des anticapitalistes du parti s'appuyant sur le développement des luttes sociales. On ne se passera pas d'une complexe confrontation dans l'unité avec la direction du parti tout comme on le constate au sein des Partis de gauche français et allemand et dans le Syriza grec.

En parallèle, par rapport au développement de la lutte sociale, les anticapitalistes Solidaires se doivent de participer d'une façon organisée à tout regroupement des gauches syndicale et populaire. On pense à cette nouvelle « Offensive syndicale », énième tentative à la *Labor Notes* étasunienne dont le test sera le prochain conflit des secteurs public et parapublic. Mieux vaut cette voie que celle d'états généraux sous le contrôle paralysant de bureaucraties concertationnistes.⁷

Voilà du pain sur la planche nécessitant une bonne dose de courage politique, en particulier celui de rompre avec cette bureaucratie de gauche qui neutralise la gauche anticapitaliste non propagandiste depuis une dizaine d'années.

Marc Bonhomme, 20 avril 2014

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

- 1 Les 5 circonscriptions sur 125 ayant chacune plus de 25% du vote populaire en 2014 concentrent 17% du vote Solidaire en 2014, 19.5% en 2012 et 20.4% en 2008. Les 9 ayant chacune plus de 15% en 2014, dont deux à l'extérieur de la région de Montréal, en concentrent 23.8% en 2014 et 26% en 2012. Pour ces 9 dernières circonscriptions, on constate une baisse en nombre absolu pour Mercier et Outremont et une hausse notable pour Rimouski (et Sherbrooke qui reste quand même en bas de 15% en 2014). On note que ces deux dernières circonscriptions ont un taux très élevé d'étudiantes post-secondaires (environ 20%) alors qu'on connaît la popularité relative de Québec solidaire chez les 18-25, conséquence du Printemps érable dont les Solidaires sont devenus les seuls héritiers partidaires.
- 2 Jeu de mots vu à Montréal il y a une quinzaine d'années près du local du Parti de la démocratie socialiste (PDS). Sa tendance anarchiste n'en fait pas une contre-vérité pour autant.
- 3 Bernard Rioux, La nouvelle donne et les défis posés à la gauche sociale et politique, Presse-toi-à-gauche, 9/04/14
- 4 André Frappier, Malgré la pression et la montée de la droite, Québec solidaire fait des gains, Presse-toi-à-gauche, 15/04/14
- 5 Benoît Renaud, Un tremplin vers un parti mouvement, Presse-toi-à-gauche, 15/04/14
- 6 Jonathan Durand-Folco, Une nouvelle stratégie pour la gauche québécoise du XXIe siècle, Presse-toi-à-gauche, 15/04/14
- 7 Bernard Rioux, Face aux politiques libérales annoncées, construire un mouvement social unitaire et militant, Presse-toi-à-gauche, 15/04/14